

## Mesurer le chômage dans les pays en développement : les limites des statistiques du travail

Pour évaluer la situation et l'évolution des marchés du travail, on se fonde généralement sur le taux de chômage. Cependant, le pouvoir informatif et l'utilité de cet indicateur diffèrent selon les pays et les périodes. Ainsi, dans sa définition et avec les moyens de mesure actuels, le taux de chômage de nombreux pays en développement est inférieur à celui observé dans la zone OCDE, ce qui ne signifie nullement que les marchés du travail fonctionnent mieux dans les premiers. En effet, le chômage, défini comme un manque total de travail, n'est qu'une des manifestations des problèmes d'emploi que connaissent ces pays.

Le concept de chômage n'est donc pas toujours approprié dans les pays du tiers monde, et cela pour plusieurs raisons. Tout d'abord, la plupart de ces pays ne disposent pas de programmes d'indemnisation : les individus qui se retrouvent sans emploi formel sont donc condamnés à se tourner vers le secteur informel pour assurer leur survie. Bien souvent, ces activités ne les occupent pas à plein temps ou ne génèrent pas un revenu suffisant pour vivre dignement. Ensuite, une part importante de la population active de ces pays exerce un travail indépendant. Lorsque les personnes concernées n'ont pas de travail, elles n'ont pas tendance à rechercher un emploi formel, mais plutôt à s'engager dans d'autres activités indépendantes, même si le revenu qui en découle peut être inférieur à celui qu'elles touchent habituellement. Enfin,

le travail dans les communautés rurales est souvent organisé selon des règles traditionnelles : les tâches à accomplir sont réparties entre tous les bras disponibles, quitte à réduire le nombre d'heures moyen. De ce fait, pour décrire les difficultés du marché de l'emploi dans les pays en développement, on laisse souvent de côté le concept de chômage tel que mesuré habituellement pour parler de sous-emploi : manque partiel de travail, faible revenu du travail et sous-utilisation des compétences, associée à une faible productivité.

Depuis quelque temps, l'importance du sous-emploi est également reconnue dans les pays de l'OCDE et ceux d'Europe centrale et orientale et de la CEI, touchés par les licenciements et les réorganisations d'entreprises. Nombre des travailleurs de ces économies n'ont pas la possibilité d'exercer le type de travail correspondant à leurs aptitudes et à leurs attentes. Résultat : un travail moins productif, des heures moins nombreuses qu'il ne serait possible et souhaitable, avec, à la clef, l'expérience du chômage ou le départ de la population active.

Malgré la difficulté que présente la mesure de ces aspects du chômage, plus de 50 pays du globe collectent aujourd'hui des statistiques sur le sous-emploi. L'étape suivante consiste à compiler ces données et à bâtir une base de données internationale les concernant.